

UN MILLION D'HABITANTS EN 2030: GENÈVE EST-ELLE PRÊTE?

■ Dans l'agglomération franco-valdo-genevoise, la population va croître de 25% en vingt ans.

■ Un ralentissement économique ne retarderait l'échéance du million d'habitants que de quelques années.

■ Les spécialistes doutent que le Grand-Genève forme une région économique réellement cohérente à cette époque.

CHRISTIAN BERNET

C'est inéluctable. Quels que soient les scénarios retenus par les démographes, l'agglomération franco-valdo-genevoise comptera un million d'habitants aux alentours des années 2030. Sachant que nous sommes déjà près de 800 000 à vivre dans cet espace, cela signifie que la population va croître de 25% en un peu plus de vingt ans. La population du canton pourrait, elle, gonfler de 100 000 habitants pour se porter à 550 000. Cette projection émane de l'Observatoire statistique transfrontalier qui, c'est une première, a compilé les données des quatre régions concernées.

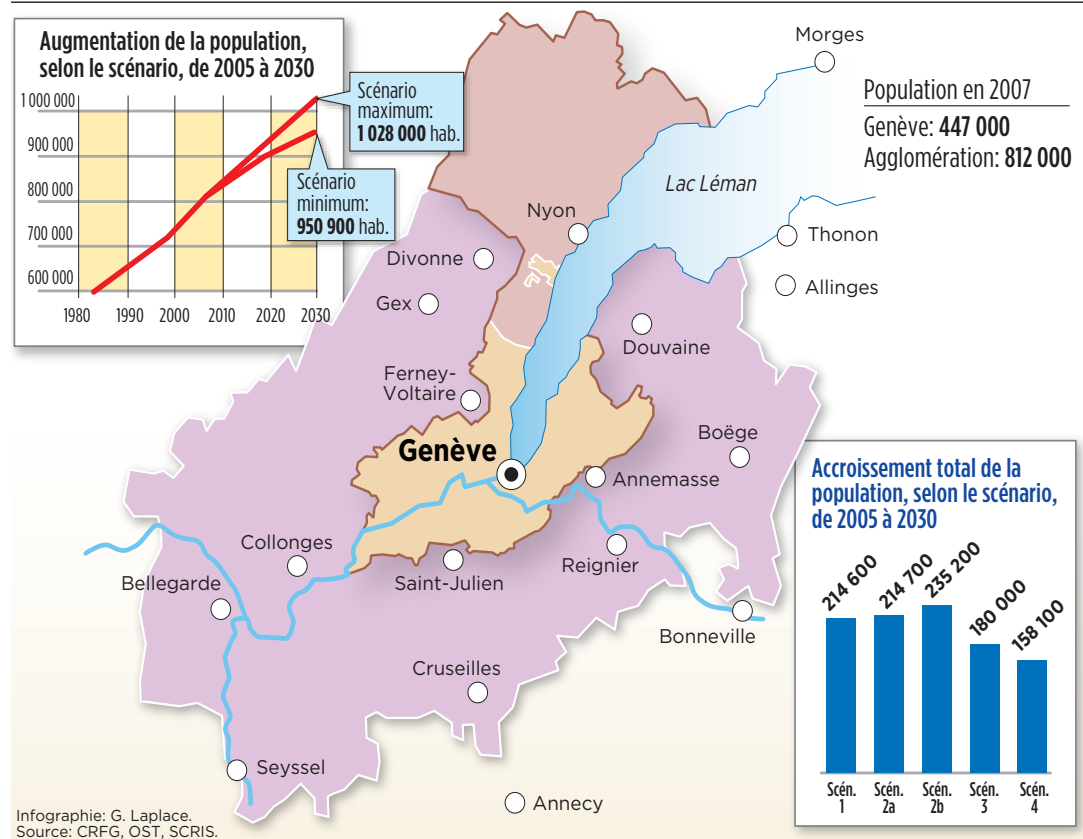
Un ralentissement économique ne changerait pas grand-chose à la donne. Il ne ferait que retarder l'échéance du million d'habitants, mais de quelques années seulement. La hausse paraît donc inexorable. Mais elle peut présenter des visages très différenciés.

Fort vieillissement

Tout dépendra en fait des politiques d'aménagement. Selon les efforts d'urbanisation, la population pourrait augmenter de 20 à 30%. Il apparaît aussi clairement que si Genève se contente de construire le minimum, elle va accroître la pression sur ses voisins. En particulier sur le district de Nyon et le Pays de Gex. Ces deux régions pourraient voir leur population augmenter de 45%.

A l'inverse, des efforts accrus du canton conduiraient à une hausse démographique globale plus forte, mais aussi plus équilibrée. En cas de politique

DANS VINGT ANS, 1 MILLION D'HABITANTS DANS L'AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENEVOISE



restrictive dans toute l'agglomération, la population s'installerait tout simplement plus loin dans la périphérie, avec les problèmes de trafic que l'on peut imaginer.

Que la région construite ou pas, elle vieillit. Ce coup de vieux est uniforme, quel que soit le type de développement. Aujourd'hui, les plus de 65 ans représentent une population égale aux 20% des actifs. En 2030, ils seront 35%. A cette échéance, on comptera trois in-

actifs (jeunes et vieux) pour

quatre actifs. Un rapport qui n'a rien de particulier à la région.

Enfin, il serait faux de croire que l'agglomération, en grandissant, va faire de l'ombre à ses voisins. En fait, ceux-ci vont grandir dans les mêmes proportions. Le poids relatif de l'agglomération restera donc le même par rapport au reste de l'arc lémanique ou à la Haute-Savoie.

LIRE L'ÉDITORIAL EN PAGE UNE:
«Gérer la démographie: un défi majeur»

Le projet d'agglomération

Le projet d'agglomération franco-valdo-genevoise vise à coordonner la croissance démographique que connaît la région. Cet outil, dont la charte a été signée en décembre 2007 par les autorités des trois parties, trace les grandes lignes du développement à venir de la région, en termes d'aménagement, de mobilité et d'urbanisation.

MGT



Si Genève se contente de construire le minimum, elle va accroître la pression sur ses voisins. En particulier sur le district de Nyon et le Pays de Gex. Ces deux régions pourraient voir leur population augmenter de 45%. (LUCIEN FORTUNATI/2006)

Répartir les activités

«En 2030, nous ne verrons pas nécessairement l'aube d'un destin économique commun dans l'agglomération franco-valdo-genevoise.» Pour Pierre Weiss, directeur à la Fédération des entreprises romandes (FER) et député libéral, le fait de se diriger vers un bassin de population d'un million de personnes exige des conditions-cadres qui ne sont pas réunies pour l'instant.

Activités phares

«Si les activités continuent à se développer essentiellement autour des centres urbains, et



Pierre Weiss, directeur à la Fédération des entreprises romandes (FER) et député libéral. (STEEVE IJUNCKER GOMEZ/2008)

surtout autour de Genève, cela accroîtra le déséquilibre entre zones d'activités et zones d'habitations. Et il y a aussi la question de la spécialisation des différentes régions. Contrairement à la région bâloise, où la chimie se développe des deux côtés de

la frontière, je ne pense pas que les activités phares de Genève, la gestion de fortune, le trading, l'horlogerie et la parfumerie, débordent sur la France voisine. Ces points forts de Genève devraient se renforcer d'ici à 2030, mais qu'en sera-t-il dans la région d'Annecy et de la vallée de l'Arve, où le décolletage bat de l'aile? Ces différences n'aident pas à l'intrication de la région.»

Liaisons insuffisantes

En tout cas, pour le sociologue, il y a un manque criant en matière d'infrastructures, qui pénalise tant les entreprises que les individus en termes de mobilité. «Il y a une absence de liaisons entre le Pays de Gex et la Haute-Savoie, tant par la France que par la Suisse. Le sud du canton de Genève, Plan-les-Ouates, Carouge, les Trois-Chêne, est très mal interconnecté. Côté français, il y a des insuffisances dans le domaine des transports publics. Côté suisse, les troisièmes voies autoroutière et ferroviaire sont évidemment indispensables. Ces manques font que la région se vit difficilement.»

Antoine Grosjean

L'échelle de la région

Pour l'architecte et urbaniste Marcellin Barthassat, personne ne peut encore avoir la prétention d'affirmer que Genève et sa région sont prêts à accueillir ce surcroît de population. En revanche, «je peux certifier que notre territoire n'est pas saturé».

Il en veut pour preuve le fait que sur l'ensemble de la zone du plan d'agglomération franco-valdo-genevois, soit 1900 km², 40% sont encore dédiés à l'agriculture. «A proprement parler, la zone urbaine ne représente que 30%.» Le restant? De la zone villas qui, par une meilleure organisation de l'espace, pourrait largement être densifiée sans qu'elle ne perde pour autant son affectation, poursuit l'architecte.

Qualité de vie

Ces paramètres une fois considérés, Marcellin Barthassat estime que l'essentiel ne réside pas dans le nombre mais dans l'organisation du nombre. «A partir des trois thèmes retenus par le politique pour le projet - paysage et environnement, urbanisation et mobilité - aux maîtres d'œuvre de mettre ces

intentions en musique. Il est essentiel que l'on parte du général pour concevoir le particulier, puis de faire des allers-retours permettant les réglages requis», explique celui qui participe à dessiner le visage du Périmètre d'aménagement coordonné d'agglomération (PACA) de Bernex.

On l'a compris, ce n'est pas le million d'habitants de la future agglomération qui effraie Marcellin Barthassat. «De toute façon, par sa qualité de vie, Genève attire qu'on le veuille ou non. Ce plan fournit surtout la



Marcellin Barthassat, architecte et urbaniste. (OLIVIER VOGELSANG/2007)

preuve que le plan directeur cantonal, adopté en 2001, est caduc. La région s'affirme comme l'unique échelle en termes d'aménagement. C'est une modification culturelle très importante.»

Marc Guéniat

Un défi et des doutes

«Démographiquement, cela fait maintenant une quinzaine d'années que l'agglomération s'avère la plus dynamique d'Europe de l'Ouest. En ce sens, ces projections prolongent les tendances actuelles. Elles paraissent donc réalistes.» Vincent Kaufmann, sociologue urbain à l'EPFL, estime de ce fait que la question à se poser est celle des moyens.

S'il ne doute pas de la capacité de la région à accueillir les migrants, il émet quelques réserves quant à celle du canton. Le chercheur met notamment en exergue l'attachement des Genevois à leur zone agricole, les réserves foncières limitées et le temps nécessaire à l'aboutissement des grands projets.

«On peut toutefois imaginer, dans l'intervalle, qu'un Conseil d'Etat volontariste passe outre les réticences des communes, de la Rive gauche en particulier. Il y a un réel déséquilibre entre les deux rives, celle de droite concentrant une population défavorisée, à la qualité de vie moindre», analyse Vincent Kaufmann.

Un rééquilibrage d'autant plus nécessaire que le flux

migratoire peut difficilement être maîtrisé: «Il doit être considéré comme un fait accompli.» Le seul levier permettant, selon le sociologue, d'atténuer cet afflux réside dans la politique économique du canton. «Est-ce qu'attirer des multinationales qui recrutent sur le marché international et non régional profite réellement à Genève?» s'interroge-t-il.

Autre défi majeur pour le canton: se doter d'une véritable politique d'aménagement, qui ne se résumerait pas à un projet «incantatoire» ou à «des inten-



Vincent Kaufmann, sociologue urbain à l'EPFL. (LAURENT GUIRAUD/2008)

tions et des taches de couleurs sur une carte», mais qui fournirait les clés pour construire «des morceaux de ville. Ce que Genève n'a plus fait depuis les Avanchets ou Le Lignon, il y a quarante ans.»

(mgt)